

Innover pour la Sécurité: La Mitigation des Menaces de la Côte d'Ivoire à travers la technologie

- ✓ Implémenter l'Intelligence Artificielle et le Big Data dans l'analyse prédictive des menaces.
- ✓ Cybersécurité: Protéger la frontière numérique de la Côte d'Ivoire.
- ✓ Technologie des drones et imagerie satellite pour la sécurité des frontières terrestres et maritimes.



Table des Matières

Note d'Introduction Exécutive	2
A. Contexte Historique	4
1. Les guerres civiles	4
2. Relancer l'économie, consolider la paix	4
3. Les tensions sous-jacentes et les problèmes non résolus	5
B. Menaces internes	6
1. Dynamiques politiques	6
2. Divisions ethniques et régionales	7
3. Réforme du secteur de la sécurité	8
4. Corruption et Gouvernance	10
C. Menaces Externes	13
1. Terrorisme et Extrémisme	13
2. Criminalité Organisée Transnationale	17
3. Sécurité Maritime	19
Recommandations et Remarques Finales	22
Résumé Exécutif	23

Note d'Introduction Exécutive

En vue des complexités géopolitiques et défis sécuritaires, la Côte d'Ivoire fait face à un moment critique de son histoire. Les conséquences des conflits politiques, l'émergence du terrorisme transnational, les effets de la corruption et les défis posés par les organisations criminelles nécessitant une approche stratégique et innovatrice.

Cette analyse comprend une étude compréhensive des menaces sécuritaires majeures auxquelles la Côte d'Ivoire est confrontée. L'étude met également en relief les défis rencontrés à l'échelle nationale et régionale, ainsi que les opportunités à implémenter des mesures technologiques progressives visant à améliorer la sécurité et favoriser la prospérité du pays.

L'étude se concentre sur les domaines suivants:

Contexte Historique et Dynamiques Politiques

Comprendre les problèmes enracinés issus des conflits et leur impact sur la stabilité politique actuelle.

Défis de Sécurité Internes

Explorer l'impact posé par les divisions ethniques, le problème omniprésent de la corruption, la réforme des mesures de sécurité et de gouvernance.

Menaces Transnationales

Examiner la menace du terrorisme, notamment des groupes comme JNIM et ISGS, et leur potentiel de déstabilisation de la région.

Crime Organisée

Analyser l'impact du trafic de drogues, l'exploitation illégale de l'or et des mines, l'exploitation illégale des individus, sur la sécurité nationale ainsi que la stabilité économique.

Sécurité Maritime

Explorer les défis dans le golfe de Guinée, y compris la piraterie et la pêche illégale, et leurs implications pour les industries offshore émergentes de la Côte d'Ivoire.

Bien que ces défis soient nombreux, la Côte d'Ivoire, avec son histoire riche, sa population diversifiée et sa position stratégique en Afrique de l'Ouest, possède le potentiel de transformer les menaces en opportunités favorisant la croissance économique à travers la technologie et fortifiant la présence du pays sur le plan régional et mondial.

Ce document est essentiel pour les autorités en charge et les professionnels de la sécurité. L'objectif ultime du document est une incitation à:

- ✓ Acquérir une compréhension du paysage et nuances sécuritaire du pays;
- ✓ S'engager dans une réflexion critique sur la nature interconnectée des menaces;
- ✓ Envisager des solutions technologiques et novatrices qui traitent les problèmes en profondeur et construisent une stratégie de résilience pour le long terme;
- ✓ Reconnaître le rôle crucial de la coopération régionale et des partenariats internationaux;
- ✓ S'engager proactivement pour transformer et améliorer l'avenir sécuritaire de la Côte d'Ivoire.

Ce document présente un catalogue des défis sécuritaires majeurs de la Côte d'Ivoire, certes une question de préoccupation nationale mais ayant aussi un effet régional impactant la stabilité et la prospérité de l'Afrique de l'Ouest.

Nous souhaitons que cette analyse favorise un dialogue entre les visionnaires et les autorités responsables en Côte d'Ivoire, en mettant en avant votre expertise et vos perspectives. Un engagement commun avec les autorités du pays, associé à notre expertise, apportera sans aucun doute des solutions novatrices pour les défis présents et futurs.

Les menaces sécuritaires auxquelles nous faisons face sont réelles et urgentes, mais les opportunités d'innovation, de collaboration et de changement transformateur le sont tout autant. En relevant ces défis, nous avons l'opportunité de redéfinir le rôle de la Côte d'Ivoire dans la région et sur la scène mondiale.

Rejoignez-nous dans cet effort crucial. La sécurité de nos nations, la stabilité de nos régions et la prospérité de nos peuples dépendent de notre action collective. Ensemble, nous pouvons construire une Côte d'Ivoire plus sûre et plus sécurisée pour les générations à venir.

A. Contexte Historique

Pour bien comprendre les défis sécuritaires actuels de la Côte d'Ivoire, il est essentiel de les placer dans le contexte des événements historiques récents du pays. Les conflits civils et les tensions sous-jacentes persistantes contribuent au paysage sécuritaire actuel. Voici une exploration détaillée de la manière dont ces facteurs historiques influencent les dynamiques de sécurité actuelles.

1. Les guerres civiles

La Côte d'Ivoire a traversé deux conflits civils majeurs au début du 21^e siècle (2002-2007 et 2010-2011), chacun ayant laissé un impact profond et durable sur les sphères sociale, économique et politique du pays.

✓ Guerre civile (2002-2007)

La première guerre civile a débuté en 2002, déclenchée par une rébellion contre le président Laurent Gbagbo, entraînant un conflit armé entre les forces gouvernementales et les groupes rebelles. Ce conflit s'est conclu par un cessez-le-feu et la signature de l'Accord de Linas-Marcoussis en 2003. Cependant, ses conséquences ont été considérables: il a intensifié les divisions régionales, ethniques et politiques, et a conduit à la formation d'un gouvernement de partage du pouvoir,

lequel a éprouvé des difficultés à assurer une gouvernance stable et une unité nationale cohérente. La paix instaurée était précaire, avec un pays encore fragmenté et des problèmes non résolus continuant à alimenter les tensions.

✓ Guerre civile (2010-2011)

Le deuxième conflit majeur a débuté suite à l'élection présidentielle de 2010, au cours de laquelle le président sortant Laurent Gbagbo et son rival Alassane Ouattara ont tous deux revendiqué la victoire. Ce différend a conduit à une confrontation violente, Gbagbo s'opposant au transfert du pouvoir malgré la reconnaissance internationale de la victoire de Ouattara. La violence qui en a découlé a causé de nombreuses pertes humaines, des violations des droits de l'homme et un déplacement massif de la population. Le conflit a pris fin avec l'arrestation de Gbagbo et la consolidation du pouvoir par Ouattara, mais il a laissé des cicatrices profondes sur la nation, exacerbant les tensions sociales et ethniques déjà présentes.

2. Relancer l'économie, consolider la paix

À la suite de la deuxième guerre civile, la Côte d'Ivoire a entrepris un processus de reprise économique et de consolidation de la paix. Des progrès significatifs ont

été réalisés pour stabiliser le pays et promouvoir le développement.

✓ **Reprise économique**

La période post-conflit a été caractérisée par une croissance économique substantielle, catalysée par des réformes structurelles, une augmentation significative des investissements étrangers et des améliorations notables au niveau de l'infrastructure. La Côte d'Ivoire s'est affirmée comme l'une des principales puissances économiques d'Afrique de l'Ouest, avec une économie vigoureuse marquée par une expansion rapide dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services. Les initiatives gouvernementales visant à attirer les investissements et à optimiser l'environnement des affaires ont joué un rôle crucial dans cette dynamique de reprise économique.

✓ **Maintien de la paix et réconciliation**

Les efforts pour maintenir la paix et promouvoir la réconciliation ont été essentiels après le conflit. L'établissement d'un environnement politique plus stable, la mise en œuvre de programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR), ainsi que la promotion du dialogue entre les différents partis, ont joué un rôle dans la reconstruction de la

cohésion nationale. Le soutien international, comprenant les missions de maintien de la paix et l'assistance humanitaire, a également été essentiel pour stabiliser le pays.

✓ **Renforcement des institutions**

Le gouvernement a entrepris des efforts significatifs pour renforcer les institutions, notamment le système judiciaire, les forces de sécurité et les organisations de la société civile, dans le but d'améliorer la gouvernance. Ces réformes ont pour objectif de prévenir de futurs conflits et de garantir la pérennité des avancées en matière de consolidation de la paix et de développement économique.

3. Les tensions sous-jacentes et les problèmes non résolus

Malgré les avancées notables depuis 2011, la sécurité en Côte d'Ivoire demeure affectée par les divisions politiques et ethniques, les problématiques de gouvernance et de corruption, ainsi que les défis au sein du secteur de la sécurité. Les inégalités économiques et les disparités régionales exacerbent également les troubles. Par ailleurs, les pressions externes, telles que la criminalité transnationale et les conflits régionaux, compliquent davantage le paysage sécuritaire.

B. Menaces internes

1. Dynamiques politiques

✓ **Les divisions persistantes issues des conflits affectent le paysage politique**

Le paysage politique de la Côte d'Ivoire demeure marqué par des divisions profondes issues des conflits passés. Les guerres civiles des années 2000 et la crise post-électorale de 2010-2011 ont laissé des cicatrices profondes dans la mémoire collective du pays.

✓ **L'élection présidentielle de 2020: boycotts, manifestations, et tensions persistantes**

L'élection présidentielle de 2020 en Côte d'Ivoire a été un point de tension qui a révélé une fragilité au niveau de la paix du pays et une profondeur au niveau des tensions politiques non résolues.

L'élection a été marquée par des boycotts et des manifestations, soulignant ainsi les divisions persistantes au sein de la société ivoirienne.

✓ **L'indépendance des institutions électorales**

L'indépendance et l'intégrité des institutions électorales sont cruciales pour la crédibilité du processus démocratique. En Côte d'Ivoire, cependant, des préoccupations concernant l'impartialité des institutions persistent spécifiquement dans le contexte électoral.

Crédibilité de la Commission électorale:

La Commission électorale indépendante (CEI) a été au centre des débats concernant son impartialité. Les critiques remarquent que la commission n'est pas suffisamment indépendante, les postes clés étant souvent occupés par des personnes perçues comme étant alignées avec le parti au pouvoir. Cette perception de partialité peut ébranler la confiance du public dans le processus électoral et exacerber les tensions pendant les élections.

Indépendance judiciaire: Le Conseil constitutionnel, qui joue un rôle important dans la validation des résultats électoraux, a également fait l'objet d'un examen minutieux. Les allégations d'ingérence politique dans la justice suscitent des inquiétudes quant à la capacité du conseil à juger équitablement les litiges électoraux. Dans un environnement polarisé, même l'apparence de partialité dans ces institutions peut conduire à une méfiance généralisée et accroître le risque de violences post-électorales.

Efforts de réforme: Bien qu'il y ait eu quelques efforts pour réformer ces institutions afin de renforcer leur indépendance, les progrès ont été lents. L'opposition à plusieurs reprises a

appelé à des réformes complètes pour garantir la neutralité des organes électoraux, mais ces demandes ont souvent été accueillies par une résistance de la part du parti au pouvoir. Le manque de réformes substantielles augmente la probabilité que les élections futures soient contestées et puissent conduire à une instabilité politique accrue.

✓ **Potentiel de violence politique autour des élections de 2025**

À l'approche des élections de 2025 en Côte d'Ivoire, il y a une inquiétude que les problèmes non résolus puissent se traduire par de la violence politique. Les enjeux sont élevés, et le potentiel de conflit est exacerbé par plusieurs facteurs.

Incertitude de la succession: Les élections de 2025 pourraient constituer un tournant critique pour la Côte d'Ivoire, notamment si le président Ouattara choisit de ne pas se représenter. La question de la succession au sein du parti au pouvoir pourrait entraîner des luttes de pouvoir internes, qui pourraient, à leur tour, déborder sur la scène politique plus large.

Rivalités ethniques et régionales: À mesure que les campagnes politiques s'intensifient, il existe un risque que les candidats exploitent ces divisions pour

mobiliser le soutien, augmentant ainsi la probabilité de violence.

Menaces militantes: La situation sécuritaire dans les régions du nord, où se trouvent des groupes extrémistes, ajoute une autre couche de complexité aux élections de 2025. Ces groupes pourraient exploiter l'instabilité politique pour mener des attaques, déstabilisant encore davantage le pays et accentuant les craintes de violences généralisées.

2. Divisions ethniques et régionales

✓ **Plus de 60 groupes ethniques, avec un potentiel de tensions intercommunautaires**

La Côte d'Ivoire est un pays diversifié avec plus de 60 groupes ethniques, répartis globalement en quatre grands groupes:

- Akan (Est et Sud-Est: Ce groupe inclut des sous-groupes comme les Baoulé, qui ont historiquement été influents dans la politique ivoirienne, notamment durant la présidence de Félix Houphouët-Boigny.
- Kru (Sud-Ouest): Les Bété, un sous-groupe parmi les Kru, sont prédominants dans cette région et ont été politiquement actifs,

notamment durant la présidence de Laurent Gbagbo.

- Mande (Ouest et Nord-Ouest): Ce groupe inclut les Malinké et les Dan (Yacouba), ayant une influence significative dans l'ouest de la Côte d'Ivoire.
- Voltaïque ou Gur (Nord): Ce groupe comprend les Senufo et les Lobi, que l'on trouve principalement dans la partie nord du pays.

✓ **Division historique nord-sud exacerbé par des facteurs économiques et politiques**

Disparités économiques: Les disparités économiques entre le nord et le sud ont également alimenté les tensions. Le nord a historiquement été moins développé, ce qui a conduit à des sentiments de marginalisation parmi les groupes ethniques du nord.

Différences religieuses: Bien que ceci ne soit pas la cause principale des conflits, les différences religieuses ont également joué un rôle dans les tensions ethniques. Le nord est principalement musulman, tandis que le sud est majoritairement chrétien et animiste. Ces différences religieuses se chevauchent souvent avec les identités ethniques et régionales, ajoutant une couche supplémentaire de complexité aux tensions.

Compétition politique: Les tensions ethniques sont souvent exacerbées par la compétition politique, les politiciens mobilisant fréquemment le soutien en fonction des lignes ethniques. Cela a conduit à des cycles de violence et de rétribution, notamment autour des élections. Le pays reste divisé, avec une méfiance profonde entre les différents groupes ethniques.

✓ **Conflits fonciers, notamment dans les régions de culture du cacao à l'ouest**

Les conflits fonciers sont une source significative de conflits ethniques. Dans les régions de l'ouest, où les terres fertiles sont très recherchées, la compétition entre les groupes autochtones (comme les Bété) et les migrants venant d'autres parties de la Côte d'Ivoire ou de pays voisins a conduit à des violences.

3. Réforme du secteur de la sécurité

La Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) est un aspect crucial de la reprise et de la stabilisation post-conflit en Côte d'Ivoire. L'histoire tumultueuse du pays, marquée par des guerres civiles et des crises politiques, a laissé son secteur de la sécurité fragmenté, avec des défis importants en matière de gouvernance, responsabilité et confiance du public.

Une RSS complète est essentielle pour professionnaliser les forces de sécurité, intégrer les anciens rebelles, aborder les préoccupations relatives aux droits de l'homme et favoriser de meilleures relations civilo-militaires.

✓ **Défis liés à l'intégration des anciens rebelles dans l'armée nationale**

Un des défis les plus pressants de la RSS en Côte d'Ivoire a été l'intégration des anciens rebelles dans l'armée nationale. Après la crise post-électorale de 2010-2011, marquée par des combats significatifs entre les forces pro-gouvernementales et les rebelles alliés au président actuel Alassane Ouattara, le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) est devenu une priorité. Cependant, intégrer ces anciens combattants dans une armée nationale cohésive et professionnelle s'est révélé difficile.

Problèmes de loyauté et de cohésion:

L'intégration des ex-rebelles a souvent conduit à des divisions au sein de l'armée, les anciens combattants ayant tendance à conserver une loyauté envers leurs anciens commandants plutôt qu'envers la structure de commandement national. Cela a mis en question la cohésion et l'unité de l'armée, entraînant des tensions

internes et, parfois, des mutineries. Ces divisions affaiblissent l'efficacité de l'armée et représentent un risque pour la sécurité nationale, en particulier durant les périodes d'instabilité politique.

Formation et professionnalisme:

Nombre des anciens rebelles manquaient de formation militaire formelle, et leur intégration dans l'armée nationale a souvent été réalisée de manière précipitée, sans une vérification ou une formation adéquates. Cela a conduit à une force militaire avec des niveaux variables de professionnalisme et de discipline, affectant sa capacité à fonctionner efficacement et à maintenir l'ordre public. Le manque de formation standardisée a également contribué à des incidents de mauvaise conduite et de violations des droits de l'homme par l'armée.

✓ **Besoin d'améliorer les relations civilo-militaires et les stratégies de police de proximité**

Pour atteindre une stabilité et une sécurité durables, la Côte d'Ivoire doit se concentrer sur l'amélioration des relations civilo-militaires et le développement de stratégies efficaces de la police de proximité. Établir une confiance entre les forces de sécurité et la population civile est essentiel pour

prévenir les conflits, maintenir l'ordre public et garantir que le secteur de sécurité serve les intérêts de tous les citoyens.

Reconstruire la confiance: Les années de conflit ont laissé de nombreux Ivoiriens méfiants envers l'armée et la police. Reconstruire cette confiance nécessite un effort pour engager le dialogue avec les communautés et démontrer que les forces de sécurité sont déterminées à les protéger plutôt qu'à agir comme une force oppressive. Les programmes de sensibilisation du public, la transparence des opérations et les programmes de responsabilisation en cas de mauvaise conduite sont essentiels pour améliorer les relations civilo-militaires.

Police de proximité: La mise en œuvre de stratégies de police de proximité est cruciale pour améliorer la relation entre la police et les communautés qu'elle sert. La police de proximité met l'accent sur la collaboration entre la police et les résidents locaux pour identifier et résoudre les problèmes liés à la criminalité et à la sécurité publique. En impliquant les membres de la communauté dans les processus décisionnels et en se concentrant sur des mesures proactives plutôt que réactives, la police peut établir des relations plus solides et plus coopératives avec le public.

Formation et renforcement des capacités: Améliorer la formation et les capacités des forces de sécurité est vital pour le succès de la RSS. Cela comprend la formation sur les droits de l'homme, la résolution des conflits et l'engagement communautaire, ainsi que la garantie que le personnel de sécurité dispose des compétences nécessaires pour exercer ses fonctions de manière professionnelle. Les efforts de renforcement des capacités doivent également se concentrer sur l'amélioration de l'efficacité opérationnelle des forces de sécurité, en veillant à ce qu'elles puissent répondre de manière appropriée aux menaces sécuritaires sans recourir à une force excessive.

4. Corruption et Gouvernance

La corruption demeure un défi majeur en Côte d'Ivoire, affectant divers aspects de la gouvernance et du développement. Malgré certains progrès ces dernières années, la corruption continue d'impacter la stabilité politique du pays, la croissance économique et la cohésion sociale. S'attaquer à la corruption et améliorer la gouvernance sont essentiels pour favoriser un gouvernement plus transparent, responsable et efficace, capable de mieux répondre aux besoins de ses citoyens.

✓ **Indice de perception de la corruption**

Le score de 36/100 de la Côte d'Ivoire sur l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de Transparency International en 2023 représente une amélioration modeste par rapport aux années précédentes. Ce score place le pays dans la gamme inférieure-moyenne au niveau mondial, indiquant que la corruption reste un problème omniprésent, mais qu'il y a des signes de progrès.

Progrès réalisés: La légère amélioration du score suggère que certains efforts pour lutter contre la corruption ont été efficaces, bien que limités. Les réformes visant à accroître la transparence dans l'administration publique, à améliorer la gestion financière et à renforcer la surveillance des institutions gouvernementales ont contribué à cette tendance positive. De plus, l'engagement du gouvernement envers les initiatives et partenariats internationaux de lutte contre la corruption a aidé à soutenir ces efforts.

Défis persistants: Malgré cette amélioration, un score de 36/100 reflète encore un niveau élevé de corruption perçue. Cela indique qu'un travail significatif reste à faire pour aborder les problèmes systémiques, renforcer les institutions et créer une culture

d'intégrité tant dans le secteur public que privé. Les perceptions publiques de la corruption peuvent également être influencées par des scandales très médiatisés et le manque d'actions visibles contre les fonctionnaires corrompus.

✓ **Faiblesse de l'indépendance judiciaire et application des lois anti-corruption**

L'un des principaux obstacles à la lutte efficace contre la corruption en Côte d'Ivoire est la faiblesse du système judiciaire. Le manque d'indépendance de la justice et l'application incohérente des lois anti-corruption ont entravé les efforts pour tenir les fonctionnaires corrompus responsables et décourager les pratiques corrompues.

Indépendance judiciaire: Le système judiciaire en Côte d'Ivoire a été critiqué pour son manque d'indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif. L'intervention politique dans le processus judiciaire, notamment dans les affaires impliquant des hauts fonctionnaires ou des individus politiquement connectés, érode la confiance publique dans le système juridique.

Lacunes dans l'application des lois: Même lorsque des lois anti-corruption sont en place, leur application peut être

incohérente. Les enquêtes sur les affaires de corruption peuvent être lentes, sélectives et soumises à des pressions externes. L'absence d'un cadre légal robuste et d'institutions efficaces pour enquêter, poursuivre, punir les pratiques corrompues et protéger les "Whistleblowers" crée un environnement où la corruption peut prospérer en toute impunité.

✓ **Réseaux de clientélisme influençant les nominations dans le secteur public et les contrats**

Ces réseaux jouent un rôle significatif dans la perpétuation de la corruption en Côte d'Ivoire, en particulier dans le secteur public. Ces réseaux, souvent basés sur des affiliations ethniques, régionales ou politiques, influencent les nominations dans le secteur public, les contrats gouvernementaux et l'allocation des ressources, menant à l'inefficacité, au favoritisme et à un manque de responsabilité.

Nominations dans le secteur public: Ces réseaux déterminent souvent qui est nommé à des postes clés dans le secteur public, des hauts fonctionnaires aux bureaucrates de niveau inférieur. Ces nominations sont fréquemment faites sur la base de loyauté et de connexions plutôt que sur le mérite ou les qualifications. En conséquence, le secteur public peut se retrouver

composé d'individus qui privilégient les intérêts des personnes qui les ont nommés au détriment de l'intérêt général, entraînant inefficacité et corruption.

Contrats gouvernementaux: Ces réseaux influencent également l'attribution des contrats gouvernementaux, les contrats étant souvent attribués à des entreprises ou à des individus ayant des liens étroits avec ceux qui sont au pouvoir, plutôt que par un processus de soumission transparent et compétitif. Cette pratique résulte en une inflation des coûts par rapport à la qualité du travail, décourage les investissements étrangers, et affecte la concurrence équitable. Ce manque de transparence peut également alimenter la perception publique de la corruption et réduire la confiance dans le gouvernement.

Impact sur la gouvernance: L'influence de ces réseaux affecte l'espace de gouvernance effective. Ces réseaux peuvent falsifier les décisions politiques, l'allocation des ressources et la prestation des services en faveur de certains groupes, régions ou intérêts. Ce qui impacte en conséquence, les principes d'équité et de justice, approfondit les divisions régionales et ethniques et perpétue des cycles de corruption et de mauvaise gestion.

C. Menaces Externes

1. Terrorisme et Extrémisme

Le terrorisme et l'extrémisme représentent des préoccupations majeures pour la Côte d'Ivoire, notamment en raison de la proximité du pays avec la région volatile du Sahel, où l'activité jihadiste est en hausse.

✓ Contexte Régional

Instabilité du Sahel

La région du Sahel, comprenant des pays comme le Mali, le Burkina Faso et le Niger, a connu une augmentation significative des activités jihadistes au cours de la dernière décennie. Des groupes tels que Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM), affilié à Al-Qaïda, et l'État islamique au Grand Sahara (ISGS) sont actifs dans cette région, menant des attaques contre des cibles militaires et civiles. L'instabilité dans ces pays a créé un vide sécuritaire que les groupes jihadistes exploitent pour étendre leur influence.

Débordement géographique: La Côte d'Ivoire partage des frontières avec le Mali et le Burkina Faso, des pays profondément affectés par les insurrections jihadistes. La nature poreuse de ces frontières rend la Côte d'Ivoire vulnérable au débordement de la violence extrémiste. Les groupes jihadistes opèrent souvent au-delà des

frontières, tirant parti de la présence étatique faible dans les zones frontalières pour se déplacer librement et lancer des attaques.

✓ Groupes Terroristes Impliqués

Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM):

JNIM est une organisation regroupant plusieurs groupes jihadistes opérant dans le Sahel, tels que AQMI et Ansar Dine. JNIM est responsable de nombreux attentats à travers le Sahel et a été lié à des opérations en Côte d'Ivoire, notamment dans les régions du nord.

État Islamique au Grand Sahara (ISGS):

ISGS est un groupe affilié à ISIS actif dans le Sahel, particulièrement au Mali, au Burkina Faso et au Niger. Bien que ISGS ait principalement opéré dans le centre du Sahel, il existe des inquiétudes quant à une éventuelle extension de ses activités en Côte d'Ivoire, notamment dans le cadre de son expansion en Afrique de l'Ouest.

✓ Motivations et Tactiques

Expansion de l'Influence: Les groupes jihadistes cherchent à étendre leur influence au-delà du Sahel vers l'Afrique de l'Ouest côtière, y compris la Côte d'Ivoire. Leur objectif est de déstabiliser les gouvernements, créer des zones de

contrôle, et imposer leur version de la gouvernance islamique.

Ciblage des forces de sécurité: Les attaques ont principalement visé les forces militaires et de sécurité dans le but d'affaiblir le contrôle de l'État, notamment dans les régions frontalières. Ces attaques sont souvent bien coordonnées et impliquent des embuscades, des Dispositifs Explosifs Artisanaux, et des assauts directs sur des postes militaires.

Civils comme cibles: En plus des forces de sécurité, les civils sont également ciblés pour instiller la peur et affaiblir le gouvernement. Les attaques contre les civils visent souvent à créer des divisions sociales et à déstabiliser les communautés.

✓ Réponse du Gouvernement

Opérations Militaires: Le gouvernement ivoirien a répondu à la menace terroriste en augmentant sa présence militaire dans les régions du nord et en menant des opérations conjointes avec les pays voisins comme le Burkina Faso. Ces opérations visent à perturber les réseaux jihadistes et à prévenir la propagation de l'extrémisme.

Coopération Régionale: La Côte d'Ivoire fait partie du G5 Sahel, une initiative régionale de sécurité incluant le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Tchad et la

Mauritanie. Cette collaboration vise à renforcer la coopération régionale en matière de sécurité et les efforts de lutte contre le terrorisme. Le pays participe également aux initiatives de la CEDEAO (Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest) pour combattre le terrorisme.

Réformes du Secteur de la Sécurité: En réponse aux menaces croissantes, le gouvernement a initié des réformes du secteur de la sécurité pour renforcer la capacité de ses forces militaires et policières. Cela inclut l'amélioration des capacités de renseignement, la sécurité des frontières et la formation en contre-terrorisme.

✓ Défis et Risques

Ressources Insuffisantes: La Côte d'Ivoire, comme de nombreux pays de l'Afrique de l'Ouest, est confrontée à des défis en matière de ressources et de capacité pour combattre efficacement le terrorisme. Les ressources financières et logistiques limitées peuvent entraver l'efficacité des opérations militaires et du contrôle des frontières.

✓ Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM)

Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM) est un groupe jihadiste opérant principalement dans la région du Sahel, en particulier au Mali, au Burkina Faso et au Niger. C'est une organisation

ombrelle formée en mars 2017 par la fusion de plusieurs factions jihadistes, notamment:

- *Ansar Dine*: Un groupe axé sur l'implémentation stricte de la loi islamique au Mali.
- *Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQIM)*: Une branche régionale d'Al-Qaeda, active en Afrique du Nord et de l'Ouest.
- *Al-Mourabitoun*: Un groupe militant fondé par le jihadiste vétéran Mokhtar Belmokhtar, connu pour des attaques de haut niveau à travers le Sahel.
- *Front de Libération Macina (FLM)*: Un groupe opérant dans le centre du Mali, axé sur les griefs des Fulani.

Emplacement et Opérations

- *Mali*: La base principale des opérations de JNIM se trouve dans le nord et le centre du Mali, notamment dans des régions comme Kidal, Gao et Tombouctou, où ils ont établi des bastions. Ils mènent des opérations sous forme de guerre de guérilla, comprenant des embuscades, des raids et des attaques à l'IED (engins explosifs improvisés).
- *Burkina Faso*: JNIM a étendu son influence au nord et à l'est du

Burkina Faso, où il cible fréquemment les forces gouvernementales, les civils et les ressortissants étrangers.

Entrée en Côte d'Ivoire

- *Traversées Frontalières*: Les militants de JNIM pénètrent souvent en Côte d'Ivoire par ses frontières nord avec le Mali et le Burkina Faso. Ces frontières sont poreuses et difficiles à surveiller, facilitant l'infiltration des militants dans le pays. Les points d'entrée clés incluent les régions de Kafolo, Ferkessédougou et Tengrela, situées près des frontières ivoiriennes avec le Mali et le Burkina Faso.
- *Routes d'Infiltration*: Les militants utilisent des routes de contrebande et de trafic bien établies pour se déplacer à travers les frontières. Ces routes servent non seulement au transport d'armes et de fournitures, mais aussi au recrutement et au déplacement des combattants.

Tactiques en Côte d'Ivoire

- *Attaques Transfrontalières*: JNIM a mené des attaques en Côte d'Ivoire similaires à celles observées au Mali et au Burkina Faso, en ciblant principalement

des objectifs militaires dans les régions frontalières.

en particulier dans les régions du Sahel et de l'Est.

✓ **État Islamique du Grand Sahara (ISGS)**

L'État Islamique du Grand Sahara (ISGS) est un groupe djihadiste opérant dans la région du Sahel en Afrique, particulièrement au Mali, au Niger et au Burkina Faso. Affilié à l'État Islamique (ISIS), l'ISGS a été impliqué dans de nombreuses attaques contre les forces militaires, les responsables gouvernementaux et les civils dans la région.

Zones d'Opération

L'ISGS opère principalement dans la région des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, souvent appelée la région Liptako-Gourma. Les activités du groupe sont concentrées dans les zones suivantes :

- *Mali*: L'ISGS opère dans les régions du nord et du centre, notamment autour de Menaka et Gao.
- *Niger*: La région de Tillabéri, dans l'ouest du Niger, est un point névralgique pour les activités de l'ISGS, avec des attaques fréquentes contre des cibles militaires et civiles.
- *Burkina Faso*: L'ISGS s'est étendu au nord du Burkina Faso, où il a mené de nombreuses attaques,

Entrée en Côte d'Ivoire

L'entrée de l'ISGS en Côte d'Ivoire fait partie d'une stratégie plus large visant à étendre l'influence jihadiste du Sahel vers les États côtiers de l'Afrique de l'Ouest. Bien que l'ISGS se concentre principalement sur la région du Sahel, sa présence et ses activités représentent une menace considérable pour la Côte d'Ivoire, notamment dans les régions du nord. L'ISGS infiltre la Côte d'Ivoire par les frontières poreuses :

- *Frontières du Nord*: La Côte d'Ivoire partage des frontières poreuses avec le Burkina Faso et le Mali, deux régions où l'ISGS est actif.
- *Routes de Trafic*: L'ISGS utilise souvent des routes de trafic établies pour les armes, les drogues et d'autres marchandises illicites. Ces routes facilitent également le mouvement des combattants à travers les frontières, y compris vers la Côte d'Ivoire. Les régions frontalières de Ferkessedougou et Kafolo, près de la frontière avec le Burkina Faso, sont particulièrement vulnérables.

Tactiques et Activités

- **Attaques contre les Forces de Sécurité:** L'ISGS est connu pour ses tactiques agressives, notamment les embuscades, les attentats-suicides et les raids contre les postes militaires.
- **Ciblage des Civils:** Le groupe cible également les civils, en particulier ceux qui s'opposent à leur régime ou qui sont perçus comme collaborant avec les forces gouvernementales.

Défis pour la Côte d'Ivoire

Capacité des Forces de Sécurité: La capacité de la Côte d'Ivoire à patrouiller et sécuriser ses frontières nord est limitée, ce qui rend difficile la prévention de l'infiltration par les opérateurs de l'ISGS. Le vaste terrain, souvent éloigné et accidenté, complique les opérations de sécurité.

2. Criminalité Organisée Transnationale

✓ Trafic de Cocaïne en Afrique de l'Ouest Passant par la Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est devenue un maillon important dans les routes de trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest, qui prennent leur origine en Amérique du Sud et sont destinées à l'Europe et, dans une moindre mesure, à l'Amérique du Nord. La position stratégique du pays et ses frontières relativement perméables

font un point de transit attractif pour les trafiquants de drogue.

Emplacement stratégique:

L'emplacement de la Côte d'Ivoire le long de la côte Atlantique et sa proximité avec les routes maritimes et aériennes clés en font un point de transbordement idéal pour les trafiquants de cocaïne. Les drogues sont souvent introduites dans le pays par voie maritime ou aérienne, puis transportées par voie terrestre à travers les pays voisins tels que le Ghana, le Mali et le Burkina Faso, avant d'atteindre leur destination finale en Europe. La présence de routes commerciales établies et d'infrastructures facilite encore plus le mouvement des drogues illicites.

Impact sur la société: L'afflux de cocaïne et d'autres drogues en Côte d'Ivoire a entraîné une série de problèmes sociaux, notamment l'augmentation de l'abus de drogues, en particulier chez les jeunes, et une recrudescence des crimes liés aux drogues.

Implications pour la sécurité:

L'implication des organisations criminelles transnationales dans le trafic de drogues représente une menace importante pour la sécurité en Côte d'Ivoire. Ces organisations sont souvent bien armées et hautement organisées,

et leurs activités peuvent déstabiliser les régions, notamment dans les zones où le contrôle de l'État est faible. Dans certains cas, les réseaux de trafic de drogues ont été liés à des groupes insurgés et à d'autres acteurs armés, qui utilisent les bénéfices du commerce de drogue pour financer leurs opérations.

✓ **Exploitation illégale de l'or, en particulier dans les régions du nord**

L'exploitation illégale de l'or constitue un problème en Côte d'Ivoire, notamment dans les régions du nord. Ces opérations non réglementées sont souvent contrôlées par des organisations criminelles transnationales et sont devenues des foyers de divers défis sécuritaires. L'afflux de mineurs, attirés par les réseaux criminels, a entraîné une augmentation de la violence, des troubles sociaux et une dégradation environnementale, déstabilisant davantage des régions déjà vulnérables. De plus, le manque de présence et de supervision de l'État dans ces zones permet à ces activités illégales d'augmenter, fournissant potentiellement des ressources financières à des groupes armés et sapant l'autorité de l'État.

Défis dans l'application de la loi:

S'attaquer à l'exploitation illégale de l'or est difficile en raison de l'emplacement

de ces zones qui sont souvent inaccessibles des sites miniers. Les agences de la force publique sont souvent sous-financées et manquent de la capacité nécessaire pour surveiller et réguler efficacement ces activités. La corruption au sein des forces de l'ordre et des institutions gouvernementales peut également entraver les efforts pour lutter contre l'exploitation illégale.

Réponse politique: Le gouvernement ivoirien a pris des mesures pour traiter l'exploitation illégale de l'or, notamment en lançant des opérations pour démonter les sites miniers illégaux et en augmentant les peines pour ceux impliqués dans ces activités. Cependant, il reste encore à faire pour réglementer le secteur minier, soutenir des moyens de subsistance alternatifs pour ceux impliqués dans l'exploitation illégale, et renforcer la capacité des agences de la force publique à s'attaquer efficacement à ce problème.

✓ **Trafic d'êtres humains dans l'industrie du cacao**

Le trafic d'êtres humains est une autre préoccupation majeure en Côte d'Ivoire, le pays étant à la fois une source et une destination pour les personnes trafiquées. Le travail forcé, en particulier dans l'industrie du cacao, est un problème omniprésent qui a attiré l'attention et la critique internationales.

Industrie du Cacao: La Côte d'Ivoire est le plus grand producteur mondial de cacao, représentant près de 40 % de la production mondiale. Cependant, l'industrie est entachée par des rapports répandus de travail forcé et de trafic d'enfants. Les enfants, souvent originaires de pays voisins tels que le Burkina Faso et le Mali, sont trafiqués en Côte d'Ivoire et contraints de travailler dans des conditions dangereuses sur les plantations de cacao. Ces enfants sont souvent soumis à de longues heures de travail, sans rémunération ou avec une rémunération minimale, et sont privés d'accès à l'éducation et aux soins de santé de base.

Réseaux de Trafic Humain: Le trafic d'êtres humains est facilité par des réseaux bien organisés qui exploitent les vulnérabilités des familles appauvries. Les trafiquants attirent souvent les parents avec de fausses promesses d'emploi ou d'éducation pour leurs enfants, pour ensuite les forcer à travailler à leur arrivée. Ces réseaux opèrent parfois en toute impunité dans certaines régions, en raison de la corruption et du manque de ressources pour lutter efficacement contre le trafic.

3. Sécurité Maritime

Le domaine maritime devient de plus en plus une frontière critique pour la

sécurité nationale de la Côte d'Ivoire, en particulier dans le contexte de la région du Golfe de Guinée. Alors que le pays cherche à élargir ses horizons économiques à travers le commerce maritime, la pêche et l'industrie pétrolière et gazière, il fait face à des menaces croissantes telles que la piraterie, la pêche illégale et d'autres crimes maritimes. Ces défis menacent non seulement le développement économique mais posent également des risques pour la stabilité et la sécurité régionales.

✓ Piraterie dans le Golfe de Guinée Affectant le Commerce Régional

Le Golfe de Guinée est reconnu comme l'une des régions maritimes les plus dangereuses au monde, où la piraterie et le vol à main armée en mer constituent une menace persistante pour le commerce régional. La Côte d'Ivoire, avec ses ports stratégiques à Abidjan et San Pedro, est particulièrement vulnérable à ces activités criminelles, qui ont des répercussions importantes sur l'économie et la sécurité du pays.

Menace pour les Routes Maritimes: La piraterie dans le Golfe de Guinée perturbe les routes maritimes vitales pour le flux de marchandises vers et depuis l'Afrique de l'Ouest. Les attaques contre les navires, y compris les

détournements et les enlèvements pour rançon, sont devenues fréquentes et sophistiquées. Ces incidents mettent non seulement en danger la vie des marins mais imposent également des coûts significatifs aux compagnies maritimes, notamment par des primes d'assurance accrues, des détours et la nécessité de mesures de sécurité renforcées.

Impact sur le Commerce: L'insécurité des routes maritimes affecte le commerce de la Côte d'Ivoire en augmentant le coût et le temps de transport des marchandises, ce qui peut décourager les compagnies maritimes internationales d'opérer dans la région. Cela, à son tour, impacte les activités d'exportation et d'importation du pays, entraînant une hausse des prix des biens et des pertes potentielles de revenus. La perturbation du commerce maritime compromet également le développement économique de l'ensemble de la région, car de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest dépendent du Golfe de Guinée pour accéder aux marchés mondiaux.

✓ **Pêche Illégale, Non Déclarée et Non Réglementée (IUU) Coûte des Millions Annuellement**

La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (IUU) est une préoccupation majeure pour la Côte

d'Ivoire, entraînant d'importantes pertes économiques et menaçant la durabilité des ressources maritimes. Les eaux du pays, riches en stocks de poissons, sont ciblées par des activités de pêche illégale qui épuisent les ressources et compromettent les moyens de subsistance des communautés de pêche locales.

Pertes Économiques: il est estimé que la pêche IUU dans les eaux ivoiriennes coûte au pays des millions de dollars chaque année en revenus perdus. Les navires de pêche étrangers, souvent opérant sans licence ou en violation des quotas de pêche, exploitent les ressources maritimes du pays, réduisant les captures disponibles pour les pêcheurs locaux. Cela affecte non seulement le revenu des communautés côtières, mais prive également le gouvernement de revenus potentiels provenant des licences de pêche et des taxes.

Préoccupations en matière de sécurité maritime: La présence de navires de pêche illégaux dans les eaux ivoiriennes représente également une menace pour la sécurité, ces navires pouvant être impliqués dans d'autres activités illicites telles que la contrebande ou le trafic. Le manque de capacités de surveillance et d'application efficaces permet à ces navires de fonctionner en toute

impunité, compromettant l'état de droit en mer. Renforcer la sensibilisation au domaine maritime, grâce à l'utilisation de technologies et à la coopération régionale, est crucial pour lutter contre la pêche IUU et protéger les ressources maritimes de la Côte d'Ivoire.

✓ **Industrie Pétrolière et Gazière Offshore Naissante Vulnérable aux Menaces Maritimes**

L'industrie pétrolière et gazière offshore de la Côte d'Ivoire émerge comme un moteur clé de la croissance économique, avec le potentiel de renforcer considérablement les revenus et la sécurité énergétique du pays.

Cependant, l'infrastructure offshore de l'industrie est de plus en plus vulnérable aux menaces maritimes, telles que la piraterie, le sabotage et les risques environnementaux, ce qui pourrait compromettre son développement et sa rentabilité.

Vulnérabilité des Installations Offshore:

Les installations pétrolières et gazières offshore, telles que les plateformes de forage, les pipelines et les navires de soutien, sont des cibles attrayantes pour les pirates et autres groupes criminels. Les attaques contre ces installations peuvent entraîner d'importantes pertes financières, des catastrophes environnementales et des interruptions de la production d'énergie.

L'emplacement éloigné de nombreuses installations offshore rend leur protection difficile, et la nature complexe de l'industrie nécessite des mesures de sécurité spécialisées.

Importance Stratégique: L'importance stratégique de l'industrie pétrolière et gazière pour l'économie de la Côte d'Ivoire ne peut être sous-estimée. Alors que le pays cherche à développer sa production offshore, assurer la sécurité de ces actifs est crucial pour maintenir la confiance des investisseurs et garantir des avantages économiques à long terme. Toute interruption des opérations pétrolières et gazières pourrait avoir des effets en cascade sur l'ensemble de l'économie, affectant les revenus du gouvernement, l'emploi et l'approvisionnement en énergie.

Mesures de Sécurité: Pour protéger son industrie pétrolière et gazière offshore, la Côte d'Ivoire doit investir dans des mesures de sécurité maritime robustes. Cela inclut le renforcement des capacités navales et des garde-côtes, l'amélioration de la surveillance et du monitoring des zones offshore, et l'amélioration de la coordination avec les acteurs du secteur privé. Le développement de plans de contingence et de capacités de réponse rapide est également essentiel pour atténuer

l'impact de toute menace potentielle
contre les installations offshore.

Recommandations et Remarques Finales

Les recommandations suivantes visent à établir un plan pour aider la Côte d'Ivoire dans la résolution des défis de sécurité national et régional de manière efficace, visionnaire et novatrice.

VALOORES Crowd Intelligence System (VCIS) est l'un des nombreux logiciels que VALOORES peut fournir au pays pour minimiser les risques et améliorer les mesures de sécurité. A travers ses fonctionnalités révolutionnaires, VCIS est crucial pour:

Élections

Maintenir la sécurité du pays pendant et après les élections;

Considérations Politiques et Ethnique

Veiller à ce qu'aucun incident ne soit utilisé pour exacerber les tensions ethniques, politiques ou le financement du terrorisme;

Terrorisme

Suivre les mouvements des groupes terroristes à travers les frontières et au sein des régions, cartographier et analyser les données historiques des attaques et incidents impliquant les groupes terroristes afin de prédire des potentielles attaques et renforcer les mesures de sécurité;

Trafic de Drogues

Cartographier, intercepter et analyser les routes et activités de trafic de drogue via des données géospatiales;

Activités Minières Illégales

Identifier les activités minières illégales, détecter les perturbations des voies terrestres et maritimes en temps réel;

Trafic d'Êtres Humains

Identifier les régions où le trafic d'êtres humains et le travail forcé des enfants sont répandus et fournir aux autorités des données et des services de soutien efficaces;

Sécurité Maritime

Protéger le commerce maritime, lutter contre la pêche illégale et la piraterie en analysant les motifs de déplacement des navires dans des zones spécifiques;

Industrie du Pétrol et Gaz

Protéger l'industrie pétrolière et gazière offshore en cartographiant les installations et pipelines offshore, suivant les activités suspectes et non autorisées, et accélérer les réponses aux menaces.

Finalement, VCIS est une solution complète qui favorise l'expansion et la croissance de la Côte d'Ivoire. Il offre une approche globale qui promeut le développement de la stratégie de sécurité nationale du pays, tout en

assurant la stabilité politique et favorisant la cohésion nationale.

Résumé Exécutif

Cette analyse approfondie de la scène sécuritaire, économique et politique de la Côte d'Ivoire en 2024 révèle l'interconnection complexe entre les défis historiques internes et les menaces externes. Les principaux éléments qui devraient guider le futur de la planification stratégique doivent inclure:

Approche Holistique de la Sécurité

La nature interconnectée des menaces auxquelles fait face la Côte d'Ivoire nécessite une approche globale de la sécurité impliquant:

- ✓ L'intégration des stratégies politiques, économiques et sociales avec les mesures de sécurité traditionnelles.
- ✓ La reconnaissance du lien entre développement, bonne gouvernance et sécurité.
- ✓ Le traitement des causes de l'instabilité, y compris la pauvreté, les inégalités et les tensions ethniques.

Coopération Régionale Essentielle

Les menaces du terrorisme et la criminalité organisée transcendent les frontières nationales. Les réponses nécessitent:

- ✓ Un partenariat avec les pays voisins facilitant un échange efficace des données et des opérations conjointes entre pays.
- ✓ Le renforcement des organismes régionaux tels que ECOWAS pour une action coordonnée.
- ✓ L'élaboration d'une stratégie unifiée pour l'Afrique de l'Ouest afin de lutter contre les menaces transnationales.

Réforme Institutionnelle et Renforcement des Capacités

Traiter les vulnérabilités internes est essentiel pour renforcer la résilience face aux menaces externes. Ceci inclut:

- ✓ La réforme complète du secteur de la sécurité pour professionnaliser les forces et améliorer les relations civilo-militaires.
- ✓ Le renforcement de la justice et des organismes anti-corruption pour combattre l'impunité et améliorer la gouvernance.
- ✓ L'investissement dans le contrôle des frontières et les capacités de sécurité maritime.

Sécurité Économique comme Sécurité Nationale

Reconnaître que de nombreuses menaces sécuritaires ont des implications économiques, et se concentrer sur:

- ✓ La diversification de l'économie au-delà du cacao et des secteurs pétrolier/gazier émergents.
- ✓ Le traitement du chômage des jeunes et la fourniture de moyens de subsistance alternatifs pour ceux impliqués dans des activités illégales.
- ✓ La sécurisation et la gestion durable des ressources naturelles, y compris les actifs maritimes.

Exploitation de la Technologie et de l'Innovation

Face aux menaces émergentes, la Côte d'Ivoire doit:

- ✓ Investir dans les capacités de cybersécurité pour protéger les infrastructures critiques et lutter contre la cybercriminalité.
- ✓ Utiliser l'analyse de données et l'intelligence artificielle pour améliorer la collecte de renseignements et l'analyse prédictive.
- ✓ Explorer des solutions novatrices pour le contrôle des frontières et la connaissance du domaine

Une telle approche doit se concentrer sur

- ✓ La création d'institutions solides et transparentes, résistant aux pressions politiques et à la corruption.
- ✓ La promotion d'une croissance économique inclusive, répondant aux causes de l'instabilité et offrant des opportunités pour tous.
- ✓ Le renforcement des partenariats régionaux et un rôle de leadership dans les initiatives de sécurité en Afrique de l'Ouest.
- ✓ L'investissement dans le capital humain, notamment au sein des forces de sécurité, pour former une force professionnelle adaptée aux défis modernes.
- ✓ L'intégration des nouvelles technologies dans les stratégies de sécurité tout en gérant leurs vulnérabilités.

En adoptant une vision stratégique intégrée (politique, sécuritaire, sociale et économique), la Côte d'Ivoire pourra bâtir un avenir plus stable, sûr et prospère, au niveau national et régional.

ABOUT VALOORES

Careers
Press Release
Quotes

CONTACT US

Access Dashboards
Office Locations
E-mail

LINES OF BUSINESS

in'Banking
in'Technology
in'Insurance
in'Healthcare
in'Government

in'Analytics
in'Academy
in'Retail
in'Multimedia
Webinars

SERVICES

in'AML
in'Regulatory
in'Merch
in'IRFP
in'AI/BI
in'KYC

in'Fraud Management
in'Via
in'Consultancy
in'Profit
in'Campaign
in'IFR59